

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 30 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELVERT

ZI TOUR DE LOYRE
BP 106
19360 Malemort

Références : 2025-12-30 UiD192025-0135r georisques

Code AIOT : 0006000283

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement DELVERT implanté ZI Tour de Loyre BP 106 19360 Malemort. L'inspection a été annoncée le 13/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit, d'une part, dans le suivi de l'inspection du 15 mai 2025 relative aux tours aéroréfrigérantes (TAR) et, d'autre part, dans un temps d'échange autour des projets de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELVERT
- ZI Tour de Loyre BP 106 19360 Malemort
- Code AIOT : 0006000283
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELVERT est spécialisée dans la fabrication de confiture et de compotes. Cette activité est classée au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans la rubrique 2220 (préparation ou conservation de produits d'origine végétale) sous le régime de l'enregistrement. L'installation est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7/01/2015.

L'installation est équipée de deux tours aéro-réfrigérantes (TAR) classées dans la rubrique 2921 sous le régime de la déclaration. Cette installation est soumise au respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 07/01/2015, article 8.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Vérification installations électriques	AP Complémentaire du 07/01/2015, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 07/01/2015, article 1.5.1	/	Sans objet
4	Suivi de l'installation - Vérification de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 .IV.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Consigne d'exploitation - Entretien préventif et surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1a	/	Sans objet
6	Suivi de l'installation - Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

S'agissant des TAR, l'exploitant met en œuvre les différentes actions identifiées dans la dernière AMR. La poursuite de cette démarche est nécessaire. Les analyses hebdomadaires légionelles sur la TAR Jacir doivent être maintenues afin de pouvoir analyser l'efficacité de l'ensemble des actions menées et ainsi d'ouvrir la voie à une adaptation de cette surveillance. Des prescriptions spécifiques pourront à ce titre être établies à l'occasion de la rédaction du prochain arrêté préfectoral du site pour la prise en compte des projets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2015, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]
Constats : L'exploitant a transmis les éléments suivants attestant de la réalisation des vérifications réglementaires des moyens de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- Rapport de visite des poteaux et bouches incendie, réalisé le 11/09/2025 (1 poteau contrôlé) ;- Rapport de visite des RIA, réalisé le 10/09/2025 portant sur 21 RIA. Les conclusions mentionnent la présence de quelques diffuseurs fuyards, corrigés dans le cadre des travaux quinquennaux, l'installation étant déclarée conforme à l'issue de l'intervention ;- Rapport de vérification de la détection incendie, effectué le 19 mai 2025 ;- Rapport d'intervention n°20269532 du 07/02/2024 relatif aux extincteurs ;- Rapport d'intervention n°21141160 du 16/12/2024 relatif au désenfumage. Ces équipements sont globalement en bon état. A la date du contrôle, la fréquence annuelle des vérifications est globalement respectée, à l'exception des extincteurs, pour lesquels la dernière vérification remonte à février 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de faire procéder à la vérification annuelle des extincteurs et de transmettre le rapport correspondant à l'Inspection .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Vérification installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2015, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations électriques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le compte-rendu de vérification périodique Q18, effectué le 26/03/2025. Cette vérification a porté partiellement sur les installations électriques, l'intervention ayant été limitée à la nouvelle installation ondulée depuis le coffret ondulé TTPC0, une coupure totale des installations n'ayant pas été autorisée par l'exploitant. La conclusion du rapport indique que l'installation électrique vérifiée n'est pas susceptible d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a également transmis le rapport d'examen des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19), réalisé les 31/01/2025 et 03/02/2025. Ce rapport fait état de cinq anomalies classées en priorité 2.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors du prochain contrôle de vérification des installations électriques, celui-ci devra porter sur l'ensemble des installations, et une coupure totale devra être envisagée afin de permettre une vérification complète. Le rapport correspondant sera transmis à l'Inspection dans un délai de six mois.
Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection le suivi des mesures correctives mises en œuvre afin de corriger les anomalies relevées dans le dernier rapport de thermographie infrarouge transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/01/2015, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation et des dossiers complémentaires, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. En cas de modification substantielle, le Préfet invitera l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration.
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les projets envisagés pour la période 2026-2029. Afin de répondre à une problématique de stockage et de conservation des matières premières (pommes), l'exploitant prévoit la création, par extension, d'une chambre froide à température dirigée, ainsi que la reconfiguration des chambres froides existantes par la fusion de deux chambres actuellement en service en une seule chambre négative. La tour aéroréfrigérante de marque Baltimore serait déposée et remplacée par une technologie de type tour adiabatique, entraînant une diminution de la puissance relevant de la rubrique 2921 et un impact potentiel sur la rubrique relative à l'ammoniac.</p> <p>Le remplacement d'une conditionneuse à gourdes est également prévu afin de mettre en place un mode de conditionnement plus économe en termes d'emballages. Ce nouvel équipement, de gabarit plus important, nécessitera une extension du bâtiment de production. Dans ce cadre, la tour aéroréfrigérante sera déplacée, la nouvelle implantation permettant de réduire la longueur du circuit d'eau.</p> <p>L'exploitant prévoit par ailleurs la démolition d'un bâtiment dédié au stockage du matériel de maintenance, en vue de la construction d'un bâtiment destiné au personnel (salle de pause, vestiaires, etc.).</p> <p>Le site est actuellement classé sous la rubrique 2220 pour un tonnage de 290 tonnes par jour de matière entrante. Le seuil IED applicable est fixé à 300 tonnes par jour de produit fini. Ce point a été abordé lors de l'inspection et l'exploitant a indiqué que l'activité resterait en deçà du seuil IED. Il conviendra toutefois de traiter et d'argumenter ce point dans le cadre du dépôt ultérieur d'un dossier.</p> <p>Le classement au titre de la rubrique 1510 n'a pas pu être examiné, l'Inspection étant dans l'attente des éléments de justification et de présentation à fournir par l'exploitant. Celui-ci est invité à se rapprocher de son bureau d'études afin de proposer un classement à l'Inspection et de valider la procédure à engager pour le dépôt du dossier.</p> <p>Selon le cas, il pourra s'agir :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un porter-à-connaissance si la rubrique demeure inchangée ;• ou du dépôt d'un dossier d'enregistrement si le site relève du régime de l'enregistrement. <p>À noter : l'installation est actuellement classée sous la rubrique 1510 de l'arrêté préfectoral de 2015 en DC.</p> <p>Par ailleurs, l'installation dispose d'une étude de dangers qui devra être mise à jour dans le cadre des projets envisagés.</p> <p>L'exploitant devra, avec l'appui de son bureau d'études, déterminer si les projets présentés entraînent la création de nouvelles rubriques ICPE ou un dépassement des seuils applicables aux activités classées. Le dossier déposé devra décrire le projet, présenter son impact sur le classement ICPE, proposer un recollement aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques concernées par les projets et établir que les risques demeurent maîtrisés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à transmettre à l'Inspection les éléments d'appréciation nécessaires afin d'identifier la procédure ICPE applicable à ses projets ainsi que les exigences techniques à respecter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de l'installation - Vérification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 .IV.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'installation - Vérification de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025
Prescription contrôlée : <p>Dans les six mois suivant [...] un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>[...]</p> <p>A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.</p> <p>Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en Legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis les éléments attendus à la suite de l'inspection du 15 mai 2025, notamment les procédures qui ont été mises à jour.</p> <p>Par ailleurs, depuis la précédente inspection, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle Analyse Méthodique des Risques (AMR) et a mis à jour son plan d'actions. Les constats relatifs à ce dernier sont décrits au point de contrôle n° 6.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consigne d'exploitation - Entretien préventif et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1a
Thème(s) : Risques chroniques, Consigne d'exploitation - Entretien préventif et surveillance
<p>Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis par courriel, les deux analyses de maîtrise des risques (AMR) réalisées le 30 septembre 2025 concernant les installations de tours aéroréfrigérantes.</p> <p>Les rapports correspondants ont été transmis à l'Inspection en amont de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tour BALTIMORE : l'AMR a identifié 33 événements, dont 4 événements critiques ;- Tour JACIR : l'AMR a identifié 35 événements, dont 5 événements critiques. <p>Sur la base de ces AMR, l'exploitant a élaboré un plan d'actions spécifique pour chacune des deux tours, visant à traiter les événements critiques et à maîtriser les risques identifiés. Ces documents ont été consultés lors de l'inspection.</p>

Les mesures correctives ont été planifiées par l'exploitant ; elles concernent notamment les aspects hydrauliques des équipements. Des interventions sont prévues le 18 décembre 2025 par la société SOCOTEC. Des vérifications complémentaires sont également programmées concernant l'état des surfaces, le traitement de l'eau et la qualité de l'eau.

Pour chaque tour, l'exploitant a ainsi établi un plan d'actions cohérent avec la dernière AMR réalisée.

L'exploitant devra poursuivre la mise en œuvre de ces plans d'actions ; l'analyse des résultats obtenus pourra être intégrée aux prochains bilans annuels.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi de l'installation - Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.IV.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'installation - Carnet de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none">- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;- le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;- les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi :- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;- le plan de formation ; - les rapports d'incident et de vérification ;- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. <p>Le carnet de suivi est propriété de l'installation.</p> <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.</p>
Constats : L'exploitant a intégré au carnet d'entretien de la tour BALTIMORE le schéma du circuit. Les zones présentant des phénomènes de corrosion ont été traitées par application d'une peinture de protection. Depuis l'été 2024, l'exploitant a mis en œuvre les carnets de suivi des tours aéroréfrigérantes et engagé un travail de compilation des données. Les informations auparavant indisponibles ou réparties sur différents supports ont été rassemblées dans un fichier unique, permettant une vision globale des interventions réalisées sur les équipements en lien avec le fonctionnement de la production. Le carnet de suivi a été consulté lors de l'inspection ; il comporte l'ensemble des éléments attendus. L'exploitant doit maintenir et poursuivre le suivi rigoureux mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V
Thème(s) : Autre, Bilan annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 07/10/2025
Prescription contrôlée : <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressées par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ;- les actions correctives prises ou envisagées ;- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
Constats : Depuis la précédente inspection, l'exploitant s'est engagé à respecter l'échéance du 31 mars de l'année N pour la transmission à l'Inspection du bilan annuel relatif à l'année N-1 et pour chacune de ses tours aéroréfrigérantes. Lors de la visite, il a été indiqué que la fréquence des analyses réalisées sur la TAR Jacir pourra être réévaluée au regard des éléments d'appréciation transmis par l'exploitant.
<p><u>Dans l'attente de cette réévaluation, la poursuite d'une surveillance hebdomadaire est requise.</u></p> <p>Par ailleurs, les prescriptions relatives à cette surveillance pourront être précisées dans le cadre de l'élaboration d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra fournir, dans le bilan annuel transmis avant le 31 mars 2026, tout élément permettant d'apprécier l'efficacité des actions mises en œuvre sur la tour JACIR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite